Article 31 du Règlement

Il est clair à présent, et ce l'est depuis déjà un certain temps, que l'on savait que les affidavits utilisés pour extradier Leonard Peltier étaient faux au moment de leur présentation aux tribunaux canadiens par le gouvernement des États-Unis.

Le juge de haute instance aux États-Unis, Gerald W. Heaney, m'a écrit le 19 mai dernier pour me confirmer que le département de la Justice avait été, dans l'affaire Peltier —je reprends ses termes —déloyal envers le ministre canadien de la Justice.

Il est temps que le Gouvernement du Canada décroche le téléphone et appelle Washington. Notre traité d'extradition a été violé, et on a abusé de la confiance de nos tribunaux dans cette affaire. Nous devons faire quelque chose pour y remédier.

Un ministre qui permet qu'une affaire comme celle-ci suive son cours sans rien dire ne vaut pas mieux que les personnes qui se sont rendues coupables de la fraude en question au départ.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

M. Alex Kindy (Calgary-Nord-Est): Madame la Présidente, le 17 novembre dernier, M. John Major et son gouvernement ont refusé à 180 réfugiés bosniaques, qui étaient parrainés par des organismes non gouvernementaux britanniques, des visas d'entrée en Grande-Bretagne. Ces hommes, ces femmes et ces enfants étaient sans logis, vivaient dans des autobus et avaient des parents en Grande-Bretagne.

L'opposition parlementaire britannique a demandé au gouvernement de faire preuve de compassion, mais M. John Major a maintenu sa position. En agissant ainsi, le gouvernement britannique s'est révélé sous son vrai jour, celui d'une puissance hypocrite dans ce conflit.

Par contre, l'Autriche, qui avait déjà accepté 60 000 Bosniaques, a accueilli ces réfugiés.

J'invite instamment le gouvernement canadien à informer M. Major et son gouvernement que cette attitude ne conduit guère à une solution pacifique et humanitaire de la guerre que la Serbie livre à la Bosnie-Herzégovine et la Croatie.

* * *

L'EMPLOI

M. Peter Milliken (Kingston et les Îles): Madame la Présidente, les Canadiens attendent avec impatience la stratégie sur la création d'emplois du gouvernement fédéral. Ils l'attendent sûrement avec anxiété.

En Ontario, le premier ministre Bob Rae a annoncé plus tôt cette année un programme de création d'emplois dont le coût s'élève à un milliard de dollars. Le mois dernier, on a créé 675 emplois à un coût pour le contribuable de 21 millions de dollars, soit un salaire moyen de 31 000 \$ par personne embauchée. Dans le cadre de ce programme, on a également offert 20 000 places subventionnées en garderie. Sur les 675 nouveaux employés, le grand total de 38 utilisent ces subventions.

Voilà un exemple époustouffant de gabegie maladroite qu'il faut à tout prix éviter. Compte tenu des décisions prises jusqu'à maintenant par le gouvernement conservateur, c'est avec épouvante que les Canadiens attendent un nouveau programme.

Ils veulent donc des élections dès maintenant, pour pouvoir se doter d'un gouvernement libéral qui, lui, saura gérer le pays, contrairement aux conservateurs et aux néo-démocrates.

* * *

LES PÊCHES

M. Peter L. McCreath (South Shore): Madame la Présidente, c'est avec inquiétude que je prends la parole aujourd'hui pour porter à l'attention de la Chambre la situation grave de la pêche aux poissons de fond dans la région de Scotia Fundy et dans le golfe du Saint-Laurent. Les réductions directes que le ministre des Pêches et des Océans doit faire auront des répercussions non seulement sur ma province, mais aussi sur ma propre circonscription.

Je veux garantir aux habitants de South Shore que je défendrai avec vigueur les intérêts de nos travailleurs d'usine et de nos pêcheurs. Toute la semaine, j'ai consulté des représentants de l'industrie, des pêcheurs et des dirigeants des localités. J'ai écrit au ministre des Pêches et des Océans et je l'ai rencontré afin de lui présenter des propositions que j'estime constructives et de l'entretenir des principes qui devraient guider le gouvernement dans les mesures qu'il prendra pour régler cette situation difficile.

Premièrement, le ministre doit accepter les conseils scientifiques valables et y donner suite. Deuxièmement, l'essentiel des réductions doit être réparti également entre tous les secteurs. Troisièmement, des mesures de soutien doivent être mises en place afin de minimiser les répercussions de ces réductions et de fournir aux Canadiens et à nos localités l'aide dont ils ont besoin jusqu'à ce qu'ils puissent de nouveau exploiter ces ressources.

Enfin, j'ai demandé au ministre de faire procéder à un examen officiel des techniques de capture du poisson pour veiller à ce que les ressources, une fois reconstituées, soient exploitées conformément aux principes du développement durable. Je lui ai également demandé de veiller à ce que le groupe de travail sur la sécurité du revenu dans l'industrie des pêches examine aussi les